

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne, 2017

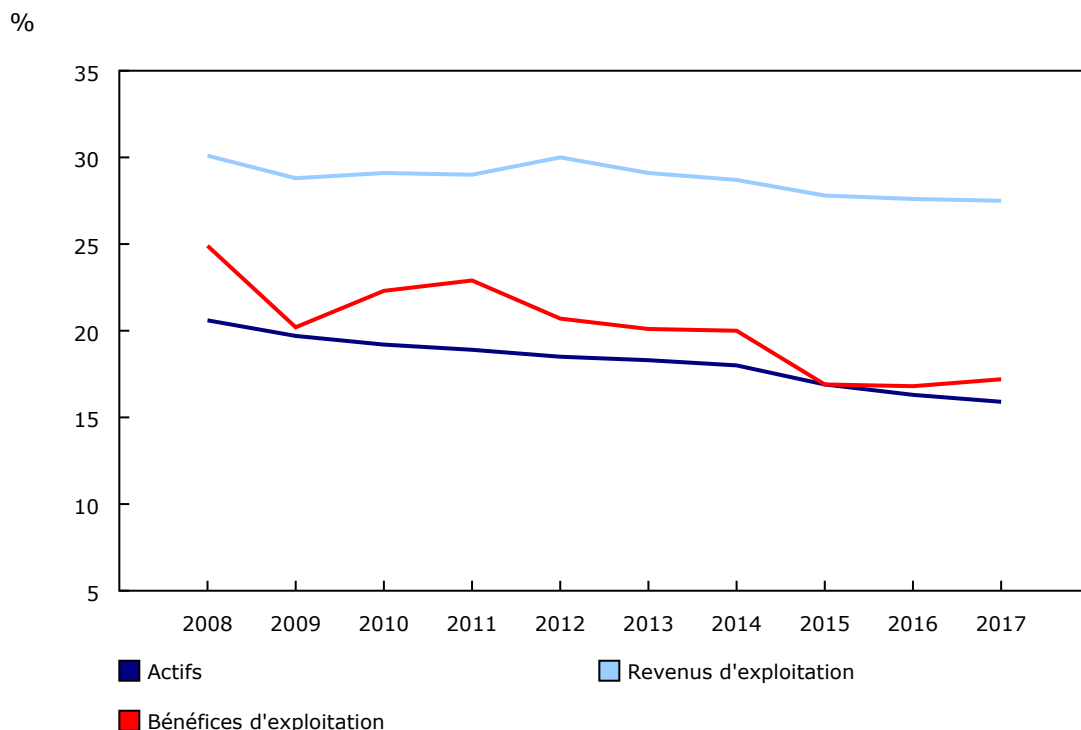
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 11 septembre 2019

En 2017, la valeur de l'actif détenu par des entreprises sous contrôle canadien (+5,3 %) et celle de l'actif détenu par des entreprises sous contrôle étranger (+2,8 %) ont toutes deux augmenté. La part de l'actif sous contrôle étranger a diminué légèrement, passant de 16,3 % en 2016 à 15,9 % en 2017. Il s'agit de la dixième année consécutive au cours de laquelle la part de l'actif sous contrôle étranger a diminué.

Les revenus sous contrôle étranger (+6,3 %) et les revenus sous contrôle canadien (+5,9 %) ont tous deux augmenté en 2017. Comparativement à l'année précédente, la part des revenus sous contrôle étranger a été presque inchangée, s'établissant à 27,5 % en 2017. Les bénéfices d'exploitation sous contrôle canadien ont augmenté de 16,5 % et ceux sous contrôle étranger ont augmenté de 19,7 %. La part des bénéfices sous contrôle étranger a connu une hausse pour s'établir à 17,2 % en 2017.

Graphique 1

Part des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger au Canada, de 2008 à 2017



Source(s) : Tableau 33-10-0084-01.

Les entreprises sous le contrôle des États-Unis ont continué à détenir la plus grande part globale des actifs sous contrôle étranger au Canada (50,9 %), suivies des entreprises sous le contrôle du Royaume-Uni (10,8 %) et du Japon (5,8 %).

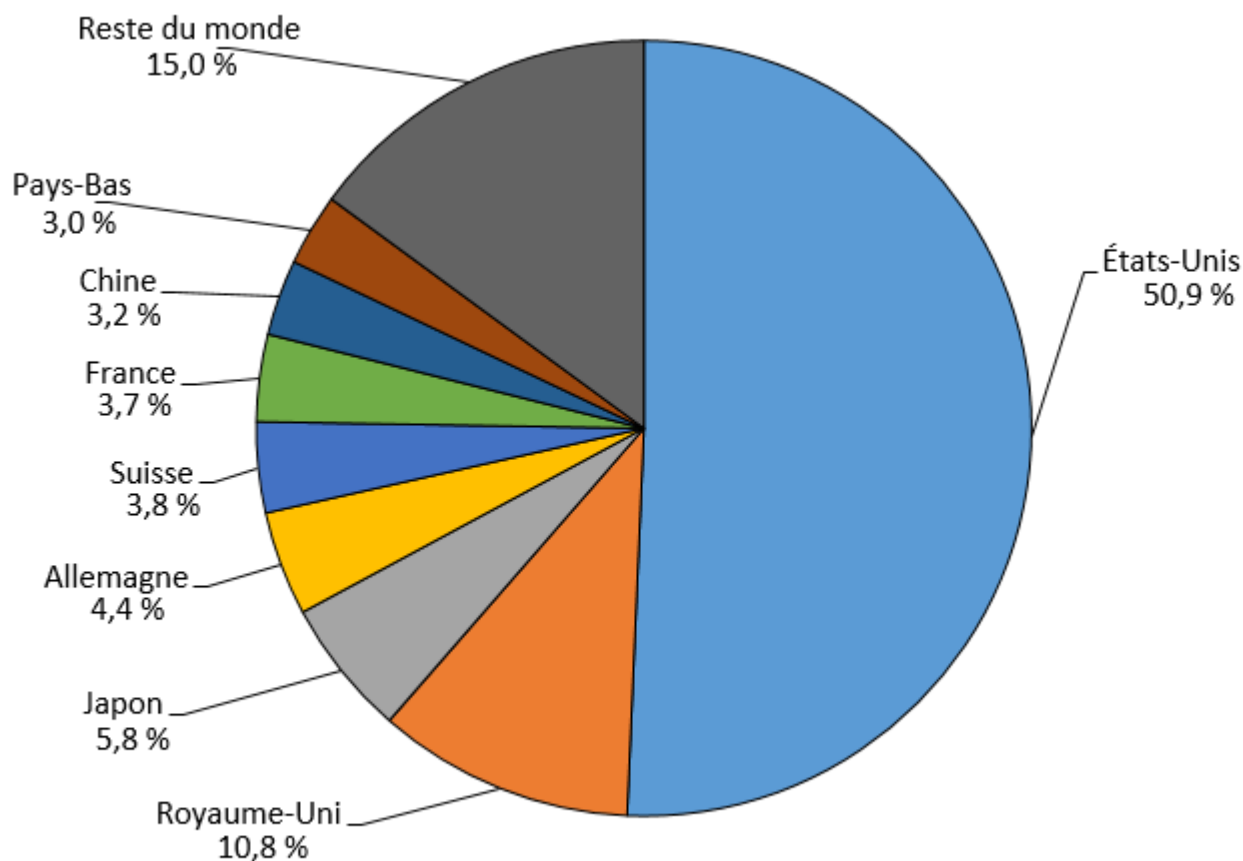


Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Infographie 1 – Actifs sous contrôle étranger selon le pays, 2017, toutes les branches d'activité

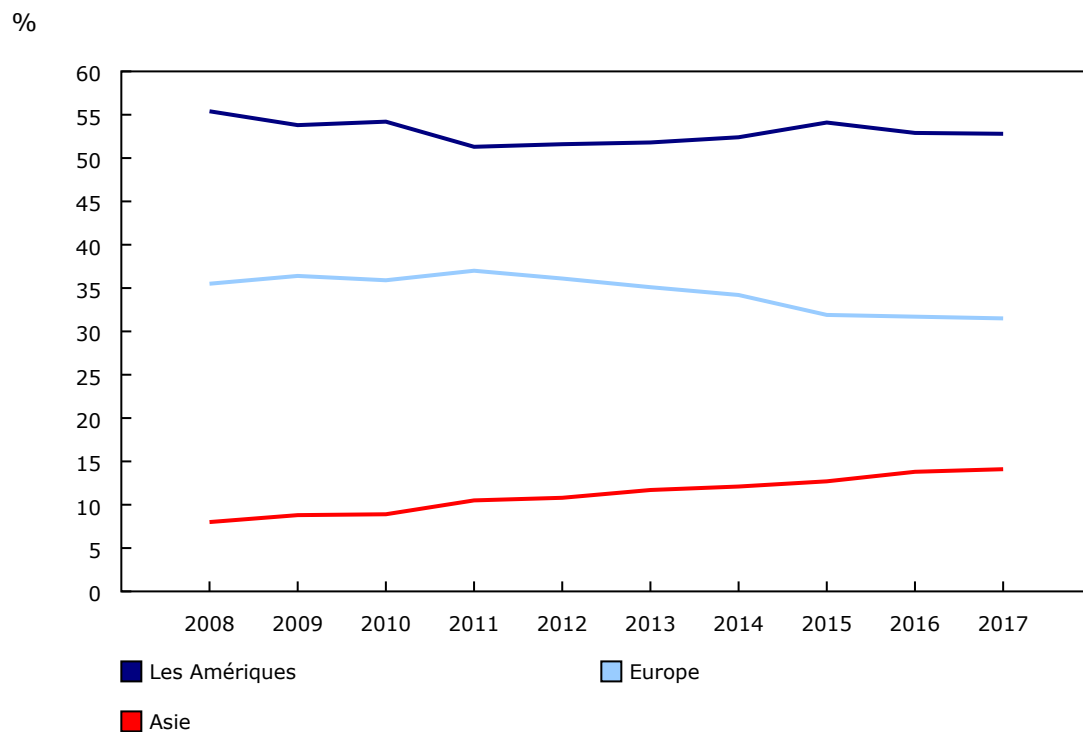


Source : Tableau 33-10-0084-01.

Dans le but de fournir des détails supplémentaires au niveau géographique sur le contrôle étranger au Canada, les données ont été compilées par macro-région et par pays, y compris une catégorie résiduelle pour chaque macro-région.

En 2017, les entreprises de la macro-région des Amériques détenaient plus de la moitié de tous les actifs sous contrôle étranger, suivies des entreprises sous contrôle européen (31,5 %) et de celles sous contrôle asiatique (14,1 %). Bien que ces proportions aient peu varié par rapport à l'année précédente, la part des actifs sous contrôle étranger dans les macro-régions des Amériques et de l'Europe a diminué au cours de la dernière décennie, tandis que l'Asie a vu sa part augmenter.

Graphique 2
Part des actifs sous contrôle étranger, selon la macro-région, de 2008 à 2017



Source(s) : Tableau 33-10-0084-01.

Note aux lecteurs

Sous l'autorité du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Statistique Canada applique la Loi sur les déclarations des personnes morales, qui requiert la collecte d'information sur la situation financière et la propriété des sociétés exerçant des activités au Canada. Cette information sert à évaluer l'étendue du contrôle de l'économie des sociétés canadiennes par des non-résidents.

En vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales, un rapport résumant l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement.

Les renseignements financiers sur le contrôle étranger dans l'économie canadienne sont dérivés de données administratives provenant de l'Agence du revenu du Canada. Ces renseignements sont fondés sur les états financiers produits par les sociétés avec leur déclaration annuelle de revenu d'entreprise. Pour cette raison, il y a un délai de deux ans quant à la période de référence.

Les présentes statistiques sont compilées à partir de données sur les entreprises. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle, et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Trois composantes sont utilisées pour mesurer le contrôle étranger : l'actif, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation.

Les **mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif** donnent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est généralement plus lente.

Les **mesures fondées sur les revenus**, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et sont étroitement liées au cycle commercial. Les revenus ont tendance à refléter la situation actuelle des entreprises et, de ce fait, les mesures fondées sur les revenus sont plus instables que les mesures fondées sur l'actif.

Les **bénéfices** constituent une mesure de la santé financière et du bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer le rendement et la durabilité de cette dernière.

Tableaux disponibles : [33-10-0005-01](#), [33-10-0033-01](#) et [33-10-0084-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2503](#).

Le rapport intitulé *Loi sur les déclarations des personnes morales, 2017* ([61-220-X](#)), est maintenant accessible.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous au 514-283-8300 ou composer sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou veuillez communiquer avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).